

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie relative aux prochains tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz de GRTgaz et TIGF et aux prochains tarifs d'utilisation des terminaux méthaniers régulés

Contribution ANTARGAZ

1^{er} avril 2016

Q1. Etes-vous favorable au calendrier d'évolution tarifaire lors de la création de la place de marché unique, tel qu'envisagé par la CRE ?

Comme indiqué dans la précédente consultation, notre préférence va pour une diminution progressive du terme tarifaire Nord-Sud afin d'étaler dans le temps la hausse induite par sa disparition sur les autres points.

Q2. Etes-vous favorable au maintien du calendrier tarifaire actuel (d'avril à avril) et à la définition, dès la délibération ATRT6, des règles d'évolution des termes tarifaires aux PIR pour toute la durée du tarif ?

Nous sommes favorables au maintien du calendrier tarifaire actuel et à une visibilité maximale sur les règles d'évolution des tarifs aux interconnexions.

Q3. Etes-vous favorable au nouveau mécanisme d'incitation à la création de capacités aux interconnexions envisagé par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable au mode de détermination de la prime ex ante sur la base d'une analyse coûts / bénéfices ? En particulier, êtes-vous favorable à une révision de la prime ex post sur la base du niveau effectif de souscription ?

Antargaz est favorable au nouveau mécanisme indiqué par la CRE. Dans le contexte actuel de surcapacité, il est nécessaire que ce mécanisme soit suffisamment dissuasif pour écarter tout projet qui ne se révélerait pas (extrêmement) utile à l'ensemble du système. Les investissements consentis jusqu'alors nous paraissent suffisants et la priorité actuelle devrait être de limiter à l'avenir les augmentations du coût du gaz pour le consommateur français.

Q4. Etes-vous favorable au renforcement du mécanisme d'incitation à la maîtrise des coûts des grands projets tel qu'envisagé par la CRE ? Etes-vous favorable aux seuils et niveaux proposés par la CRE ?

Comme nous l'avons indiqué lors de la précédente consultation, nous constatons que jusqu'à présent le cadre de régulation de l'ATRT n'a été que très peu incitatif à la maîtrise des coûts et nous accueillons donc favorablement tout renforcement de ce mécanisme d'incitation.

Q5. Pensez-vous opportun d'étendre ce mécanisme aux projets déjà décidés par les GRT ?

Nous pensons que l'extension aux projets déjà décidés est fortement souhaitable. Nous souhaitons rappeler notre inquiétude sur les hausses tarifaires à venir, de nombreux investissements qui ont été décidés ces dernières années, ou qui sont sur le point d'être décidés, ne se traduisant pas encore dans le tarif des GRT.

Q6. Avez-vous des remarques sur le cadre incitatif envisagé pour les investissements « hors réseaux » ?

Nous n'avons pas de remarques sur les détails du cadre incitatif envisagé. De manière générale, tout mécanisme ayant pour finalité de maîtriser les coûts des GRT doit être considéré avec intérêt.

Q7. Etes-vous favorable à la suppression des 9 indicateurs de qualité de service proposée par la CRE ?

Nous sommes favorables à la suppression des trois indicateurs déjà mentionnés dans la précédente consultation. Les indicateurs concernant les réservations de capacité et la disponibilité des portails peuvent également être supprimés, ces deux services étant aujourd'hui très satisfaisants. Ceux qui concernent les données d'équilibrage ne relèvent pas vraiment de la qualité de service des GRT et nous sommes du même avis que la CRE à leur sujet. En revanche pour ce qui est des indicateurs concernant les capacités Nord-Sud nous appelons à plus de prudence. Certes les efforts réalisés ont été considérables en la matière et à ce titre nous félicitons GRTgaz mais les niveaux élevés du spread TRS/Nord de ces dernières semaines (et plus particulièrement de ces derniers jours) suite à l'incertitude autour de la disponibilité de la liaison Nord-Sud montre bien que cette disponibilité demeure un point particulièrement sensible. Aussi si ces indicateurs venaient à disparaître, GRTgaz devrait s'engager à maintenir les efforts consentis jusqu'à présent.

Q8. Etes-vous favorable à l'évolution, pour TIGF, du calcul de l'indicateur portant sur la qualité des quantités intra-journalières télé-relevées aux points de livraison des consommateurs raccordés au réseau de transport et transmises en cours de journée, afin de l'harmoniser avec celui de GRTgaz ?

Nous sommes favorables à l'évolution pour TIGF d'un calcul de cet indicateur calqué sur celui de GRTgaz qui reflète d'avantage les besoins des expéditeurs sur la fiabilité des informations.

Q9. Etes-vous favorable à l'incitation financière de la disponibilité des cinq informations les plus utiles à l'équilibrage des expéditeurs sur les portails publics des GRT ?

Nous y sommes favorables et nous rappelons qu'une information tout aussi critique (voire encore plus critique) manque à cette liste : la publication des allocations, correctes et dans les délais 365 jours par an, en J+1 pour J.

Q10. Etes-vous favorable au suivi détaillé par point, pour les PIR et les PITS, de l'indicateur de disponibilité des capacités fermes, sans qu'il soit incité financièrement ?

Nous considérons que tout indicateur devrait par défaut être incité financièrement, dans un souci de pertinence et d'efficacité. Dans le cas particulier de l'indicateur mentionné, il nous semble évident qu'il doive être incité financièrement. Le suivi détaillé point par point nous semble préférable.

Q11. Etes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant les postes couverts au CRCP à 100 % ?

Nous y sommes favorables. En revanche nous souhaitons que le projet de désimbrication des activités de R&D avec la maison mère ne soit pas pour GRTgaz une opportunité de créer une cellule surdimensionnée par rapport à ses besoins.

Q12. Etes-vous favorable aux modalités d'évolution envisagées par la CRE pour les postes couverts au CRCP à 80 % ?

Il nous semble souhaitable de maintenir une incitation à la fois pour la commercialisation des capacités et les achats d'énergie. Nous sommes donc favorables à ces propositions.

Q13. Etes-vous favorable aux propositions de la CRE pour les postes non couverts au CRCP ?

Nous y sommes favorables.

Q14. Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme en vigueur d'incitation à l'efficacité sur les charges nettes d'exploitation des GRT, selon lequel les opérateurs conservent les gains et pertes par rapport à la trajectoire prévisionnelle ?

Nous sommes favorables à la reconduction du mécanisme en vigueur. L'asymétrie d'information entre les GRT et la CRE ne pouvant être évitée, il est en effet préférable de se baser sur le niveau des dépenses constaté lors de l'exercice tarifaire précédent plutôt que sur les prévisions des GRT.

Q15. Que pensez-vous du projet GRTgaz 2020 présenté par GRTgaz ?

Les orientations du projet GRTgaz 2020 présentent un champ d'application assez vaste. S'il est normal et même nécessaire que GRTgaz évolue dans sa manière d'appréhender son rôle au sein du système énergétique, nous souhaitons rappeler que sa mission principale reste le transport de gaz naturel. En particulier, les divers projets de R&D envisagés nous paraissent trop loin de son cœur de métier pour pouvoir prétendre à être couverts par le tarif. De même, que GRTgaz soit un acteur exemplaire en termes de transition énergétique est fort louable mais cela ne doit pas mener à des dépenses incontrôlées. Les descriptions des points d'opérateur indépendant qui s'adapte aux évolutions de son environnement nous semblent plus proches du champ de compétence de GRTgaz.

De manière générale nous demandons à ce que ces initiatives qui s'écartent du champ de compétence des GRT soient surveillées de près par la CRE comme c'est le actuellement le cas au moyen des audits commandés et nous encourageons ce genre de pratiques. Que GRTgaz évolue par obligation ou anticipation est une chose, investir dans d'autres domaines comme l'innovation ou la communication en est une autre.

Q16. Que pensez-vous du programme de R&I présenté par TIGF ?

Comme nous l'avons déjà indiqué nous nous opposons à l'inclusion dans le tarif d'un budget R&I pour TIGF (au même titre que pour GRTgaz) pour développer des projets qui sont sans lien direct avec le cœur de métier des GRT.

Q17. Partagez-vous l'analyse de la CRE sur le CMPC des actifs de GRTgaz et de TIGF ?

Avec entre autres la baisse importante des taux d'intérêts depuis l'ATRT5 il est mécanique que le CMCP baisse considérablement.

A titre d'illustration, Antargaz, en tant qu'opérateur industriel opérant/participant dans de près de 50% des capacités logistiques de l'industrie du GPL en France (stockages massifs, transport, conditionnement, stockage secondaire, distribution, réseaux canalisés etc.), a d'ailleurs pu constater une baisse notable de son CMPC au cours des dernières années.

Sans préjuger du niveau effectif du CMPC des GRT, l'ordre de grandeur de la baisse pourrait être de l'ordre de -1 à -1.5 point, ce qui correspond environ à la fourchette de 4.75% à 5.50% estimée par la CRE.

Q18. Que pensez-vous des trajectoires d'investissements présentées par les GRT et de l'analyse préliminaire de la CRE ?

Nous partageons l'analyse de la CRE quant à la non inclusion des projets encore incertains dans la trajectoire d'investissement.

Q19. Etes-vous d'accord avec les ajustements envisagés par la CRE sur les charges d'énergie ?

Nous encourageons la démarche de la CRE visant à estimer les dépenses des GRT au moyen des prix de marchés les plus actualisés. Aujourd'hui, nous constatons que les cellules d'achat des GRT achètent à des prix qui correspondent aux prix des marchés de gros (au moins pour la partie gaz). Il convient donc de placer des objectifs réalistes qui ne garantiraient pas de revenus assurés aux GRT.

Q20. Que pensez-vous des fourchettes des charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?

Il nous semble également que la demande des GRT semble surévaluée. La partie correspondant au poste énergie doit être calculée sur une valeur marché et pourra être ajustée à la hausse ou à la baisse en fonction de l'évolution de ce dernier. Pour le reste des charges, il est appréciable que la CRE se soit appuyée sur une analyse externe qui devrait donner une bonne orientation des coûts.

Q21. Etes-vous favorable au maintien de tarifs non péréqués sur les réseaux de GRTgaz et de TIGF ?

Nous sommes favorables à la péréquation des tarifs telle qu'elle avait été présentée lors de la précédente consultation. En revanche nous partageons la crainte des autres acteurs concernant la déresponsabilisation des GRT pour leurs futurs investissements. Si la meilleure solution actuelle pour responsabiliser les GRT est le maintien de tarifs non péréqués alors nous soutiendrons cette initiative.

Q22. Etes-vous favorable au rééquilibrage progressif entre les coûts et les recettes sur le réseau principal et le réseau régional, de manière à atteindre l'équilibre en fin de période ATRT6 ?

Nous ne nous opposons pas à ce rééquilibrage progressif sur la période ATRT6. En revanche il devient dès lors indispensable de communiquer non plus sur des hausses moyennes, qui n'auraient plus aucune signification pertinente, mais bien sur des hausses amont et sur des hausses aval : à défaut, la CRE enverrait des messages erronés au marché !

Q23. Etes-vous favorable à une hausse du terme de sortie PIR Pirineos, au moment de la création de la place de marché unique et de la disparition du terme à la liaison Nord-Sud ?

Il nous paraît logique que les expéditeurs réalisant du transit Nord vers Sud soient également mis à contribution suite à la perte de revenu. Ils s'affranchiront du terme tarifaire lié à la disparition de la liaison Nord-Sud tout en bénéficiant d'une zone de marché plus liquide pour pouvoir réaliser des arbitrages.

Q24. Partagez-vous la proposition de maintenir l'équilibre actuel entre les tarifs unitaires pour le transit et le transport domestique ?

Nous partageons cette préférence pour un équilibre des tarifs entre le réseau aval et le réseau amont. Nous constatons que la fourchette présentée place les routes de transit dans la partie basse de tarif unitaire. Il n'est pas illogique que le transit contribue légèrement moins que le réseau aval au revenu des GRT néanmoins, au vu des évolutions tarifaires à venir nous sommes inquiets d'un trop grand déplacement de cet équilibre en défaveur de l'aval.

Q25. Etes-vous favorable à un rééquilibrage des coûts unitaires des deux principales routes de transit (France-Espagne et France-Italie) à l'occasion de la disparition du terme à la liaison Nord-Sud, comme envisagé par la CRE ?

Nous sommes favorables à ce que les coûts unitaires sur ces deux routes de transit soient rééquilibrés. Dans une logique de marché unique il n'y a aucune raison de favoriser une route par rapport à l'autre.

Q26. Etes-vous favorable à l'introduction d'un reversement inter-opérateur tel qu'envisagé par la CRE ?

Dans la mesure où nous sommes favorables à la hausse du terme de sortie sur Pirineos, il paraît logique que GRTgaz puisse récupérer de TIGF le flux financier correspondant.

Q27. Etes-vous favorable à une baisse des termes du réseau principal la première année du tarif ATRT6, suivie par une évolution à l'inflation ?

Nous sommes favorables au rééquilibrage annoncé en question en revanche le report de la baisse du revenu autorisé doit être réparti sur tout le monde : réseau amont et réseau aval. Pour une fois qu'une baisse de tarif est possible, il serait incompréhensible de ne pas en faire bénéficier le réseau aval.

Q28. Etes-vous favorable au maintien du traitement tarifaire actuel des PITTM ?

Une diminution importante paraît difficilement justifiable dans le contexte d'augmentation tarifaire actuelle. A l'inverse un traitement défavorable des PITTM par rapport aux PIR ne ferait que diminuer l'attractivité de la France pour les exports de GNL. Le maintien du traitement actuel des PITTM évoqué par la CRE semble la solution la plus raisonnable.

Q29. Etes-vous favorable à l'égalesation des termes tarifaires au PITS de TIGF et aux PITS de GRTgaz, à l'exception de Nord-Atlantique et Sud-Atlantique ?

Nous sommes favorables à cette nouvelle répartition.

Q30. Avez-vous d'autres commentaires à formuler concernant l'évolution des termes tarifaires sur les réseaux de transport de gaz de GRTgaz et de TIGF ?

L'illustration d'évolution montre bien que le réseau aval sera toujours dévoué à porter l'essentiel des hausses tarifaires en plus des hausses colossales déjà vécues. Cela ne fait que confirmer qu'il est indispensable que la CRE communique à l'avenir sur des hausses amont et des hausses aval.

Q31. Etes-vous favorable à l'instauration d'un NTR maximal sur les réseaux de GRTgaz et de TIGF ? Etes-vous favorable à une limitation à 8 du NTR sur les réseaux de transport régionaux de GRTgaz et de TIGF ?

Comme nous l'avons indiqué nous ne sommes pas opposés au principe d'instauration du NTR tel que présentés dans ces deux consultations. En revanche la hausse du TCR qu'elle engendrera dans des proportions importantes nécessite une répartition sur plusieurs années. Pour limiter cette hausse, nous sommes plutôt favorables à une limitation à 12 du NTR.

Q32. Avez-vous des remarques concernant les mécanismes d'interruptibilité envisagés par le tarif ATRT6 ?

Nous sommes favorables à une reconduction dans l'ATRT6 des mécanismes d'interruptibilité existants dans l'ATRT5.

Q33. Etes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant le maintien de la tarification 100 % à la capacité ?

Nous sommes favorables aux propositions de la CRE concernant le maintien de la tarification 100% à la capacité qui semble la plus juste conceptuellement.

Q34. Etes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant le maintien de la modulation mensuelle des termes de capacités mensuelles de sortie du réseau principal, de livraison et d'acheminement sur le réseau régional ?

Nous y sommes favorables.

Q35. Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les conditions de mise en œuvre d'une remise développement plafonnée à 50 % ?

Comme nous l'avion indiqué, il nous semble que le distributeur est l'opérateur le mieux placé pour cette problématique et il nous semble donc inutile d'ajouter une autre remise au niveau ATRT, là où le gisement de telles opportunités est sans doute très limité.

Q36. Avez-vous des remarques concernant les réflexions menées par les GRT pour améliorer la flexibilité de leur offre amont ?

Nous n'avons pas de remarque supplémentaire concernant les réflexions sur les offres amont des GRT.

Q37. Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les demandes spécifiques d'EDF et Dunkerque LNG ?

Antargaz partage l'analyse de la CRE concernant ces demandes spécifiques incompatibles avec le système entrée-sortie.

Q38. Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la demande spécifique d'Engie ?

Les capacités à Dunkerque sont en effet les capacités les plus utilisées, il nous paraît préférable de laisser la possibilité à de nouveaux acteurs d'en réserver. Nous partageons donc l'avis de la CRE.

Q39. Etes-vous favorable à la création de produits de N jours consécutifs, avec un minimum de 10 jours, aux PITTM ?

Nous y sommes favorables.

Q40. Etes-vous favorable à ce que les cessions de capacités aux PITTM soient autorisées sur tous les terminaux méthaniers français ?

Nous y sommes favorables.

Q41. Etes-vous favorable à ce que les acteurs ayant de faibles réservations en service continu dans les terminaux régulés ne se voient plus allouer de bandeau annuel de capacités ?

Nous y sommes favorables.

Q42. Etes-vous favorable à ce que les dépassements de capacité soient facturés au prix de 1/365ème du prix de la souscription annuelle ?

Nous y sommes favorables.